Acte pour amender les lois des écoles communes, et
avancer l'éducation élémentaire dans le Bas-Canada.

ATTENDU qu'il est expédient d'amender de nouveau les lois des écoles communes du Bas-Canada, et de faire des dispositions additionnelles pour l'avancement de l'éducation élémentaire dans cette partie de la province ;—A ces causes, sa majesté, etc., décrète ce qui suit :

5 I. Il sera loisible aux commissaires d'école ou aux syndics des écoles dissidentes de faire prélever par cotisation et taxe, de la manière maintenant voulue par la loi, telle somme additionnelle qu'ils pourront juger convenable en sus de celle qu'ils peuvent faire prélever actuellement en vertu de la dixième sous-section de la vingt-unième section de l'acte des
10 écoles du Bas-Canada de 1846, pourvu que telle somme additionnelle n'excède pas celle qu'ils sont maintenant autorisés à prélever ; et ils pourront aussi prélever une somme additionnelle n'excédant pas trente pour cent sur le total de la somme ainsi prélevée comme susdit, pour faire bon de tout déficit qui pourra se rencontrer dans la perception de la cotisation et
15 tous autres frais ou dépenses contingentes non prévus, nonobstant toute chose à ce contraire dans la trente septième section du dit acte, limitant telle somme additionnelle à quinze pour cent.

Les commissaires d'écoles ou syndics pourront faire prélever d'autres sommes.

II. Les commissaires d'école et les syndics des écoles dissidentes feront faire par leur secrétaire-trésorier, entre le premier jour de sep-
20 tembre et le premier jour d'octobre de chaque année, un recensement des enfants de chaque municipalité scolaire, faisant la distinction entre ceux de cinq à seize ans et ceux de sept à quatorze ans, et indiquant ceux qui assistent à l'école ; et ils transmettront tel recensement au surintendant des écoles sous dix jours après qu'il sera terminé.

Feront le recensement des enfans tous les ans.

25 III. Les commissaires d'école et les dits syndics, dans les comptes et rapports semestriels qu'ils sont tenus de transmettre au surintendant des écoles, mentionneront le montant de la rétribution mensuelle fixée pour chaque enfant, et la somme perçue sur le montant total de la dite rétribution, soit par eux directement ou par l'instituteur, en vertu de la
30 vingt-unième section de l'acte passé en 1849 pour amender la loi des écoles du Bas-Canada ; et si les commissaires d'école ou les syndics ne fixent pas le montant de la rétribution mensuelle qui sera payée pour chaque enfant, ou ne le font pas percevoir, il sera loisible au surintendant des écoles, avec l'approbation du gouverneur en conseil, de refuser
40 l'allocation scolaire pour l'année à la municipalité scolaire représentée par tels commissaires ou syndics en défaut.

Diront dans leur rapport le montant des honoraires de chaque mois.

Pénalité pour refus de fixer ou recevoir ces honoraires.

IV. Depuis et après le premier jour de juillet 1856, il sera loisible au surintendant des écoles, avec l'approbation du gouverneur en conseil

Appropriation pour les